

*Loi anti-inflation*

ciées actuellement entre le patronat et la direction. Mais si on laissait faire, monsieur l'Orateur, vous constateriez que les partisans les plus fervents de ces nouveaux contrats de travail ne seraient pas seulement les hommes d'affaires, mais les travailleurs eux-mêmes.

Les travailleurs en ont plus que marre des marches sur le Parlement et des marches jusqu'au bureau de direction et des confrontations. Ils en ont assez des membres des professions libérales qui des deux côtés négocient en leur nom et se paient sur leur dos en prolongeant le conflit aussi longtemps que possible. La population du pays, qu'il s'agisse des travailleurs, des hommes d'affaires, des consommateurs en général, plaide auprès du gouvernement afin qu'il reconnaisse que les techniques stériles de négociation ont grandement besoin d'être modifiées de fond en comble. Ce changement ne peut se faire par la voie législative, mais grâce à une direction intelligente qui prêche d'exemple. Je crois savoir de quoi je parle, et j'espère qu'on saura encore mieux de quoi je parle dans tout le pays lorsque certaines choses se produiront dans deux ou trois semaines.

● (2120)

La quatrième cause d'inflation a été le gonflement de la masse monétaire. Je ne veux pas citer de pourcentages parce que je crois qu'ils sont déjà bien connus, mais les devises ont été émises comme si on ne percevait pas du tout le rapport de l'émission avec la production de marchandises. Cette année nous subissons un resserrement de la masse monétaire. Que signifient ces termes exactement? Ils signifient que le gouvernement ne va faire augmenter la masse monétaire que de 15 p. 100. C'est ce qu'on veut dire par resserrement.

Ce qu'il faut rappeler au gouvernement, c'est que l'histoire des 25 dernières années a démontré que ce mécanisme de resserrement ne suffit pas à faire aboutir la politique monétaire et fiscale du gouvernement. C'est un facteur de réussite, mais un facteur assez négligeable. Il faudrait trouver une formule et dire au gouvernement ou à la Banque du Canada de ne pas la changer. Cette formule devrait être établie sur l'intérêt du produit national brut réel et sur l'augmentation de la production des marchandises et des services. Grâce à cette formule en deux points, on devrait pouvoir maintenir la masse monétaire en rapport avec la production nationale brute et ainsi désamorcer l'inflation par les coûts.

Permettez-moi de passer au cinquième point, le coût des terrains. On pourrait parler plus justement de politique urbaine. L'un des éléments qui ont contribué le plus à la hausse des coûts a été la ruée des gens de la campagne, ainsi que des immigrants, vers nos grandes villes. Il y a plusieurs raisons à cela. Lorsque le taux de croissance des villes dépasse un certain pourcentage, les coûts augmentent soudainement et cette augmentation frappe surtout le coût des terrains, des réseaux de transport et ainsi de suite.

Il y a 20 ans que nous parlons de cela et nous n'avons pas encore de politique urbaine qui tienne compte de la géographie, des gens et des rapports entre l'habitation, le transport et les loisirs. C'est de cela que nous avons parlé.

L'Association des maires et des municipalités a présenté ce genre de résolutions pendant des années, mais le gouvernement a continué de prétendre qu'il ne pouvait rien faire à ce propos. Le gouvernement a toujours soutenu qu'il ne pouvait trouver de solutions dans ce domaine, car les villes sont les créatures des provinces. Imaginez quel genre de créatures sont des villes comme Toronto, Vancouver, Calgary ou Edmonton qui comptent plus d'habitants à elles

seules que toutes les campagnes. Est-ce bien là de créatures dont on parle lorsqu'on pense à des villes comme Halifax en Nouvelle-Écosse et à Winnipeg au Manitoba. Nous devrions nous débarrasser de cette notion idiote qui veut que ces immenses villes soient des bébés dans leurs langes, des créatures des provinces, avec cette hausse croissante des coûts qui influent sur le niveau de vie de tous les Canadiens.

Notre devoir, c'est de nous occuper de la santé économique de la nation, de donner de l'emploi aux gens et d'obtenir le maximum de production et de biens. C'est de voir à ce qu'il y ait une distribution égale de la richesse. Nous devons proposer une politique d'urbanisation et, croyez-moi, un tel projet tiendrait le ministre responsable tellement occupé qu'il ne trouverait pas le temps de penser au réameublement de son bureau; il ferait ce qu'il est supposé faire.

Avec toutes les lois que nous avons, y compris la loi sur l'habitation et celle sur la SCHL, et avec toute l'expérience que nous avons acquise d'autres pays, nous pourrions contrôler ces coûts fonciers. De cette façon, nous pourrions aider les municipalités au lieu d'ériger les obstacles auxquels tous les gouvernements provinciaux, le gouvernement fédéral et tous les citoyens doivent faire face aujourd'hui en essayant de s'intégrer dans les grandes villes.

Absolument rien dans toute la documentation que j'ai lue ces quelques dernières années n'indique que le gouvernement canadien actuel a la moindre idée de la façon de profiter du fait que le Canada a maintenant un taux de change flottant. Le gouvernement actuel ne semble pas se rendre compte qu'une fois qu'on laisse son dollar flotter par rapport à toutes les autres devises, l'inflation, au lieu d'être un problème mondial, devient un problème interne. On ne pourrait trouver un seul économiste au monde pour nier la véracité de cette affirmation.

Une fois qu'on laisse sa devise flotter librement par rapport aux autres, le pouvoir de contrôler l'inflation devient une affaire purement intérieure. Comment utilisons-nous ce pouvoir? Je n'ai pas entendu le ministre dans un seul de tous les discours qu'il a prononcés d'un bout à l'autre du pays et partout dans le monde, même essayer de profiter de cette occasion.

Si l'on regarde le taux d'inflation en Angleterre, aux États-Unis et au Canada depuis une trentaine d'années, on voit qu'il correspond exactement au taux de déflation de nos devises respectives, et c'est là une constatation très bien documentée. Je n'ai pas vu le moindre signe de la part des conseillers du gouvernement ou de la Banque du Canada ou de n'importe lequel des ministres indiquant qu'ils sont même conscients que cet outil de lutte contre l'inflation est justement entre leurs mains.

J'espère qu'il y aura un débat sur le budget bientôt pour que certains d'entre nous puissent fournir certains des renseignements dont peuvent disposer tous ceux qui ont le temps de les lire. Le gouvernement actuel est trop occupé à se montrer et à se faire voir. Il est trop occupé à se demander ce que la presse pense de lui pour avoir le temps de lire et, certainement, de penser. J'espérerais dans l'intérêt du pays que le gouvernement puisse envisager de faire étudier les documents de base par au moins un de ses ministres, et je songe au rapport de 1964 de la Commission royale Porter sur la finance, et aux théories modernes des deux ou trois dernières années connues sous le nom de politiques Mundell-Laffer.